

QUAND LA SOCIÉTÉ ÉTUDIANTE FAIT LEVIER AVEC LE POLITIQUE CONGOLAIS : UNE RÉFLEXION SUR UN RETOUR AUX VALEURS UNIVERSITAIRES

Ahadi Senge Milemba PHIDIAS

Université de Goma-RD Congo

phidiasenge@gmail.com

Résumé : Cette réflexion a consisté à expliquer combien la société étudiante congolaise a sombré dans la violence et le désordre sous l’emprise d’aimantation politique et tribale. Dans cet esprit, l’impensé et l’impensable se sont structurés en un ordre établi ; ils ont polarisé, tribalisé et politisé cet espace du savoir et de socialisation des individus. Pourtant, à partir des valeurs de l’esprit et de l’intelligence, l’invention d’une société étudiante éclairée pour éclairer le layon du progrès social et se forger une nouvelle identité sociale est possible.

Mots clés : société étudiante ; Université ; morale de rigueur ; politisation ; valeurs universitaires

Abstract: This reflexion aims to explain how Congolese student community has sunk into violence and disorder under the influence of political and tribal magnetism. Then, the unthought and the unthinkable have structurally been established as an order of thinking and doing, and polarized, tribalized and politicized this scholarly territory. On the values’ basis of the mind and intelligence, the invention of an authentic student community is possible, the enlightened society for illuminating the path of change and for forging a new social identity

Keywords: student community; University; moraly of rigourous; politisation; university value.

Introduction

L’éducation est un produit de première nécessité pour la création et l’avènement de la prospérité ainsi que de la construction du progrès des nations. Là où elle est en ruine, la possibilité de vivre cette prospérité et progrès s’amenuise. C’est pourquoi, les nations clairvoyantes et visionnaires qui ne l’ont guère relâchée dans le train de leurs politiques de développement, sortent du lot des *États attardés socio-politiques*. Elles

comptent désormais parmi les économies émergentes du temps présent et, certainement, de l'avenir. Au levier de cette réussite : la morale est de rigueur. Celle-ci offre et encourage des activités et héritages favorisant et promouvant les valeurs de l'esprit et de l'intelligence dans l'être et le devenir des sociétés. Elle fonde ainsi les sillons essentiels de leur réussite.

Cependant, depuis les années 2000, il s'observe un intérêt sans cesse croissant des étudiants congolais à la politique et à la solde des politiciens manipulateurs et véreux. Ils sont dans les rues à leur solde. Leurs moyens d'actions sont, en règle générale, les barricades des artères principales ; les saccages des édifices publics et privés ; les scansion grossières contre les élites dirigeantes ; les actes de pillage et de viol ; les incendies criminels et plusieurs autres formes de barbarie humaine. Ils sont pris dans ce flot de dérèglement social qui les définirait sans en avoir la moindre mesure de l'ampleur des conséquences négatives que cela entraînerait dans la société.

Au regard de cette hantise de violence et du désordre, le rôle de l'université se trouve questionné. Au lieu d'être ce lieu de débat, de remise en interrogation, de production et transmission des connaissances et compétences ainsi que de socialisation des individus ; elle est, néanmoins, devenue un couvoir de turbulence à répétition, bourrèle et cible du dérèglement social. Ainsi s'interroge Julie Le Mazier ([en ligne] 2018) : qui occupe les universités ? A-t-on à faire dans les universités à des « professionnels du désordre » ? Incontestablement, aucune menace n'a fragilisé l'université que celle d'un torpillage des valeurs universitaires. Quand nous interrogeons l'histoire de l'université congolaise, la société étudiante s'est trouvée au plus bas de l'éthique universitaire durant les périodes pendant lesquelles la politique s'est installée à l'université et l'a privée de toute liberté intellectuelle.

Loin de nous l'intention de dénier aux étudiants le droit de participer aux débats, encore moins à la gestion de la politique, d'autant plus que la démocratie repose sur l'attribution du pouvoir aux citoyens, qu'ils exercent par eux-mêmes et pour leur profit, comme pour reprendre Abraham Lincoln, « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (J. Hallowel 1977, p.47). Par elle, les citoyens prennent conscience de la nécessité et du devoir d'interférer le processus de prise de décision et de la mise sur l'agenda politique de problèmes qui les concernent. Néanmoins, si la

conscience de la morale et la raison habitent les organisations supposées éclairées pour éclairer la voie du changement social, comment se fait-il que les étudiants aient cédé à l'aimantation des politiciens manipulateurs et véreux, et servir de tremplin aux actions dévastatrices de la société ? Quel imaginaire dressera-t-on en vue de leur déchaînement de l'emprise politicienne ?

Cette réflexion dont l'objectif est de répondre à l'urgence d'un possible retour aux valeurs universitaires, analysera, combien depuis les années 2000, les étudiants sont devenus un terreau d'envoûtements politiciens et acteurs du désordre ; pour enfin réinventer un horizon qui fasse venir à la lumière ce qu'ils ont de meilleurs à la création d'une société étudiante de tous les espoirs que nous voulons voir au Congo. Pour ce faire, la présente réflexion procèdera en trois temps : éclaircir le contenu de la morale de rigueur ; démontrer l'emprise politicienne sur la société étudiante et, enfin, proposer des pistes pour s'en émanciper.

1. Portée sémantique de la morale de rigueur dans la société étudiante

La société étudiante est un groupe social distinct des autres, tels que la communauté du personnel administratif, technique et ouvrier, le corps du personnel scientifique, la corporation du personnel académique, etc. Sa particularité tient à ses buts collectifs, voués l'observance de l'éthique universitaire et à l'acquisition des connaissances du monde, de son héritage culturel ainsi que l'assurage des responsabilités qui en découlent. Le fait de vivre dans une société étudiante empêche ses membres de consacrer tout leur temps à la politique : le système représentatif leur permet de déléguer cette tâche aux élus qui s'en occuperont à leur place. C'est pourquoi, la société étudiante a besoin d'une morale de rigueur pour définir et cultiver des valeurs, des règles et des vertus. Cette morale renvoie à un ensemble de pratiques ascétiques et perfectionnistes, fondées sur les valeurs de l'esprit et de l'intelligence, la droiture morale et l'intégrité éthique, la maîtrise, la clarté et la constance de ce qu'on doit faire en vue de l'excellence. Elle exige une éthique de travail, une voie vers le succès dans toute entreprise humaine qu'offre la vie. Ces valeurs rejoignent celles prônées par Frank Raymond Leavis, qui voyait en l'université un « havre de conscience et

d'humanité au milieu des pressions et des complications déshumanisantes du monde moderne ; un centre où l'intelligence, en proie aux spécialisations et aux distractions dans lesquelles viennent se perdre les fins humaines, est en mesure de mettre en œuvre un système de valeurs élaboré et de se consacrer aux problèmes de la civilisation » (I. McNay 2007, p.46).

Pour réussir une telle tâche, il convient de former un *cercle de qualité*, c'est-à-dire une équipe de personnes chargées de réfléchir au mieux et à travailler au jour le jour en vue de l'excellence. Ses membres, appelés *qualiticiens*, seront chargés de la mise en œuvre et de l'observance des valeurs, conduites et pratiques consciemment et raisonnablement définies. Par ce réalisme et optimisme, la (ré) construction de la conscience et la raison de la société étudiante telle une fibre motrice de la propulsion de la locomotive cognitive et éthique vers le statut de valeurs universitaires, est lancée. Elle va consister à fournir aux jeunes une éducation qui puisse leur garantir des valeurs éthiques, des outils théoriques et pratiques pour peser de tout leur poids sur l'évolution de l'histoire et les manettes du temps. Ce *cercle de qualité*, une fois formé, marquera une rupture dans le rapport des jeunes intellectuels, responsables et éclairés, avec des acteurs politiques de la honte, qui ternissent l'image de l'université congolaise au profit de leurs intérêts à court terme. Loin d'être simplement rigoriste, cette morale que nous prônons correspond mieux aux valeurs attendues d'un universitaire, dont la probité : « un constant souci de conformer ses actes aux règles que l'on a acceptées et reconnues comme justes et bonnes » (E. Claparède, 1940, p.29). C'est, en effet, supposé que quiconque opte pour la formation universitaire se prédispose à en incarner les valeurs. Deux de ces valeurs fondamentales sont l'esprit critique et la passion pour l'indépendance d'esprit, contre tout conformisme et toute manipulation. Ainsi, la déchéance de la morale de rigueur, responsable du dérapage et de la dépravation des valeurs de l'esprit et de l'intelligence qui auraient pu servir de cime à l'édification d'une société nouvelle, interpelle. Car le temps n'est toujours pas notre fidèle allié. Cette déchéance morale et rationnelle, marque d'un groupe social atteint de l'*aboulie intellectuelle*, plonge les étudiants dans la dérive et la fragilité ; l'université devenant « bourreau et victime, génératrice et en proie » (C. Ekomo et J. Ndibnu-Messina Ethé, 2015, p.7) du désordre récurrent.

Au nombre d'expressions de cette culture du chaos due aux interférences politiciennes, dont les auteurs, à qui l'esprit critique et l'indépendance d'esprit font défaut de façon récurrente ou temporaire, revêtissent la société étudiante d'une peau d'antivaleurs. Ils donnent l'impression de composer avec des *abouliques intellectuelles*, ceux-ci brillant par des non-valeurs ; ce qui, en toute évidence, hypothèque absolument la qualité de l'élite politique et dirigeante de demain. Cette réalité porte Bernard Mumpasi Lututala à dire que l'espace universitaire congolais a cessé d'être « cette pépinière d'éclaireurs de la société » (2012, p.45), pour devenir, à notre avis, un espace d'émergence et d'entretien des mentalités de *guérilla*, d'incivisme ou des comportements déréglés ; et d'après Émile Bongeli Yeikelo ya Ato, de « fabrique de cerveaux inutiles » (2015). Kä Mana reproche à cet espace universitaire de « fabriquer comme idéaltype, un homme nuisible à l'Afrique : l'homme servile, futile, inconsistant et insignifiant. Un homme sans substance profonde, ni à l'échelle intellectuelle, ni à l'échelle éthique, ni à l'échelle spirituelle, globalement parlant » (2015, p.8). Pourtant, l'université devrait servir de fabrique d'élites dotées d'un bagage cognitif imposant, d'un sens éthique élevé et d'un fécond potentiel créatif en vue de la création de la prospérité et de la construction du progrès social observable d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère.

Cependant, tout le contraire est observable à Goma par exemple, où les milieux universitaires sont devenus des espaces toujours agités. Des affrontements entre corporations d'étudiants antagonistes y sont répétitifs avec usage d'armes blanches. Des étudiants y développent et exposent des actes de barbarie, expression du renvoi des valeurs universitaires au fond de la mesure. *Cette réputation négative de la société étudiante* fait qu'elle soit peu recommandable, car en marge de la morale de rigueur, une valeur et pratique à élever à l'échelle de toute société. De toute évidence, l'avenir d'un État se construit dans son présent, au travers des citoyens instruits, éduqués, responsables et éclairés. C'est-à-dire des citoyens qui, prônant et vivant les valeurs, sont dotés d'un idéal de changement et de rayonnement de la société dans toutes ses échelles : intellectuelle, éthique, spirituelle.

Il est donc fondamental, pour un étudiant du supérieur, de faire preuve de probité et de responsabilité dans ses activités éducatives et dans son organisation. Cet atout est susceptible de lui garantir la discipline de parole, de pensée, d'action et l'autonomie de décision face aux politiques flatteurs et indéliçables, qui chercheraient à s'en servir comme leur chien de chasse, dit-on. Une société étudiante qui ne relâcherait guère la morale de rigueur et ne céderait non plus aux allégeances politiciennes, est à la fois un limon de la prospérité et du progrès social, et un porte-étendard du savoir, du savoir-faire, du savoir-être et du savoir-devenir d'une société. C'est elle qui se concentrerait sur l'essentiel, c'est-à-dire l'acquisition de valeurs cognitives et éthiques ainsi que des compétences innovantes pour peser sur l'histoire et les leviers du temps. C'est ce portefeuille de valeurs de l'esprit et de l'intelligence qui disposera la société étudiante à devenir recommandable. Si elle relâche les valeurs universitaires et les activités éducatives au dépend de sollicitations des politiques flagorneurs et tricheurs, c'est le présent et l'avenir de la société tout entière qui en payeront le prix.

2. La société étudiante, un terreau d'aimantations politiciennes et d'actions dévastatrices de la société

L'emprise des politiciens sans foi ni loi sur la société étudiante est susceptible d'implications néfastes sur son identité sociale. La paresse intellectuelle face aux activités d'apprentissage des connaissances et compétences, la visée de profit à court terme et le faible niveau de rationalité et d'éthique déprécient son statut. Elle est ravalée au rang d'un conglomérat d'*apathiques intellectuels*, ceux-ci étant caractérisés par une inaptitude à réfléchir, à juger, à se décider et à passer à l'action sociale constructive. Leur conscience et raison se sont tout simplement endormies ou effacées. Elle est habitée par l'esprit de vandalisme à la solde des politiciens malhonnêtes, sans prendre conscience de ce que son agissement ajouterait aux malheurs du pays. A voir plus à fond, « avec notre libre conscience, nous décidons de ce que nous faisons de nous-mêmes et créons par là notre propre identité et notre image de nous-mêmes » (P. Skúlason, [En ligne] 2009).

Par ce statut qui ruine la communauté des étudiants, on assiste à la perte de contrôle de conscience et de raison, pourtant, deux instruments de notre intelligence à

sauvegarder en vue de la réalisation de soi et de l'accomplissement de la destinée du pays. La plupart d'entre les étudiants sont restés impuissants face aux regards avec convoitise leur jetaient les politiciens afin de servir leur cause. Ne sachant pas que le rêve de tout politicien est d'aboutir à ses fins, peu importe la voie à emprunter et les moyens à mobiliser ; les étudiants se sont laissés aimer, manipuler et séduire par la ruse des *politiciens-renards* au point de leur faire spontanément allégeance, confiance, amour et fidélité inébranlables. Ces manœuvres de conviction psychologique seraient néfastes du point de vue de l'aliénation de la conscience et de la raison qu'elle ferait subir aux étudiants, ceux-ci développant peu d'intérêt aux activités éducatives. Sans nul doute, une société ne peut s'en sortir grandie que si elle dispose d'une élite sociopolitique vouée à l'éthique, et dotée d'un portefeuille de connaissances et de compétences à la hauteur des défis sociaux. Mais, plus cette élite est prise au piège des manipulations politiciennes, plus elles demeurent dans l'ombre de nullités sociales.

Au chapitre d'actions dévastatrices à la solde de la minorité de flibustiers, d'aigrefins et de profiteurs, il est vrai, les actes de barbarie commis contre des biens publics et privés déprécient tout autant le statut des étudiants congolais. Ceux-ci sont, généralement sollicités chaque fois que les intérêts divisent les acteurs politiques. Plus concrètement, sur le théâtre politique, les acteurs sont confrontés à des antagonismes d'intérêts, à des aspirations et attentes opposées, susceptibles de se cristalliser en rivalités béantes. Bien souvent, les étudiants sont naïvement pris à partie, et l'université frappée d'inactivité. Le vandalisme des étudiants observé en 2011 à l'Université de Kinshasa, à la suite de l'assassinat de deux de leurs sur le campus en est une des illustrations éloquentes. Il s'en est suivi un désastre à l'université, dont le Ministre de l'ESU, alors Léonard Mashako Mamba, voit « une main noire », car, ajoute-t-il, « la relation directe qui existe entre les actes de vandalisme et de destruction observés, et les justifications avancées du mécontentement des étudiants, ne sont pas justifiées » (J.-R. Bompologna, [En ligne] 2011). Les mêmes causes produisant les mêmes effets, en 2020, cette université a été, de nouveau, secouée par des troubles à la suite de la fixation des frais académiques que les étudiants ont jugé exorbitants. Ces troubles

ont motivé leur déguerpissement des homes ainsi que l'arrêt des activités académiques et quelques étudiants mis aux arrêts.

Tout porte à croire que la violence et le désordre ne sont guère un fait aléatoire ou ponctuel dans les milieux universitaires congolais, où le calcul, la préméditation, le choix et l'habileté n'ont aucune part dans leur survenue. C'est plutôt la résultante d'une réflexion et préparation nourries des *professionnels du désordre*, qui recruteraient aussi parmi les étudiants des auteurs matériels de l'opérationnalisation de la ruine de l'université. Toutefois, à ce rabâchage d'actes abjects et prémédités dans les sites universitaires, se greffent d'autres formes de barbarie opportunistes ou parasites, susceptibles de remettre en cause l'immunité politique de l'université congolaise. Dans cette vue, la notion de l'université a cessé d'exister au profit de ce que Clark Kerr appelle la « multiversité », une institution inconstante et caractérisée par des intérêts différents, des idées conflictuelles et des communautés diversifiées (P. Skúlason, [En ligne] 2009).

Par ailleurs, l'engagement actif des étudiants dans les Mouvements sociaux et Partis politiques, analysé selon la grille de lecture proprement politologique, favorise leur politisation. Par ce fait, les sites universitaires sont devenus un important bassin de recrutement des acteurs des Mouvements sociaux (tels la Lucha : Lutte pour le changement, Filimbi : sifflet, en kiswahili, etc.), des Partis politiques, et un espace de mobilisation politique et identitaire. Ce phénomène « entraîne une augmentation rapide de la violence et les universités deviennent des lieux de polarisation et de politisation intenses des individus » (B. Gourisse, 2011, p.39). A scruter plus à fond, ce phénomène est responsable, de temps en temps, des altercations entre différentes corporations d'étudiants à la solde d'une génération des politiciens de la honte, dont la mission est la satisfaction de leur ego. Pourtant, le caractère apolitique des milieux universitaires congolais est précisément consacré par le Vade-Mecum du gestionnaire d'une institution d'enseignement supérieur et universitaire : « Les territoires des universités et instituts supérieurs publics et privés de la République Démocratique du Congo sont déclarés apolitiques » (CPE, 2010, p.217).

Cette disposition ne consacre guère la négation du droit de participation politique des étudiants, mais condamne la transposition des activités politiques au sein de

l'université, étant donné qu'elle n'est pas « un lieu où l'on acquiert le pouvoir politique, encore moins où ce dernier s'exerce » (CPE, 2010, p.217). L'activisme politique dans cet espace dénature la mission sempiternelle de l'université. Il peut s'exprimer par des soutiens symboliques et/ou visibles, qui tiennent compte du contexte qui entoure l'émergence d'un problème et les moyens dont usent les acteurs. Reconnaître que « la conflictualité d'une situation, quels que soient son échelle et son espace, participe à la construction de la sphère politique » (B. Gourisse, 2011, p.39), c'est en effet cautionner la politisation d'un conflit social qui appelle à un discours, à des ressources et à des réponses des acteurs politiques. Elle peut aussi s'exprimer par la polarisation et la tribalisation des étudiants à la solde de leurs leaders identitaires en vue de gagner le leadership de l'université.

A tout bien voir, le palmarès de vandalisme des étudiants congolais est fortement chargé de cas funestes. La fréquence du développement de l'*appétit du désordre* sur la plupart des sites universitaires du pays ruine leur réputation. C'est le cas du campus universitaire du lac, à Goma, où, maintes fois, les institutions du supérieur qu'il héberge offrent des scènes de *guérilla* entre corporations d'étudiants. Sur fonds de violence à répétition, la culture du désordre se construit peu à peu dans cette communauté, et tendrait même à la définir par défaut. Plus surprenant encore, même quand l'université est confrontée à des revendications des étudiants, légitimes ou non, ces derniers recourent déraisonnablement à des actes de saccage et à d'autres formes de vandalisme. Ils embrasent, à cet effet, les activités d'apprentissage ainsi que celles de la cité que côtoie l'université. Dans ce même registre, des actes de saccage ont également paralysé l'Université de Kisangani en février 2019 à la suite de l'arrestation de deux étudiants supposés impliqués dans une affaire de meurtre. En réaction, des véhicules et autres engins roulants du personnel de l'université furent incendiés (et d'autres endommagés) par les étudiants en colère et leur habitat pris pour cible. Au nombre de raisons de ce déraillement vocationnel de l'université, l'abandon de sa mission productrice et transmetteuse du savoir ainsi que celle de socialisation des individus, d'une part, et sa trop de proximité avec la cité, d'autre part. Et au comble de tout, la perte d'intérêt ou la crise d'intelligence de l'état du système éducatif par le

pouvoir public, profite au désordre dans le secteur. Ainsi l'université est-elle devenue « otage des visions unanimistes ; des logiques bureaucratiques prennent le dessus sur le pédagogique, le populisme sur le rationalisme et le conjoncturel sur le stratégique » (K. Khaled, [en ligne] 2019).

Cette imagerie explorée porte à considérer l'espace universitaire congolais comme un lieu de désordre public organisé. Ce dérèglement social est nourri par des pesanteurs idéologiques, régionalistes, ethniques, tribales ainsi que du banditisme économique de certains étudiants. Ce qui est une preuve de l'incapacité de l'État à réguler la vie sociale. C'est, donc, bien dommage que ces dérives ne soient pas vues comme un mal entretenu, comme une stratégie pour disqualifier un leadership pour ainsi espérer le remplacer par un autre de son obédience politique et/ou sociologique. Dans cette vue, « l'impensé et l'impensable se sont structurés en un ordre établi, reproduits inconsciemment par l'ensemble des agents qui les caractérisent » (K. Khaled, [en ligne] 2019).

3. Déchaîner la société étudiante du contrôle politicien

Libérer la société étudiante du contrôle politicien est une urgence qui ne doit pas céder à la procrastination, car l'accomplissement de la destinée du pays ne doit pas attendre demain. Cet horizon de souhaitable à faire naître doit acquérir l'attention immédiate, d'abord, des étudiants eux-mêmes, ensuite, des autorités académiques et, enfin, du pouvoir public, en vue de barrer la route à une société étudiante, dont la loi est l'intérêt à court terme et le saccage social.

Les étudiants, en effet, sont les premiers responsables de leur présent et avenir, et par ricochet, de la destinée du pays. Par la prise de conscience des valeurs de l'esprit et de l'intelligence, il est possible de tirer leur société de la ruine d'emballement politicien et de la recherche des intérêts à court terme au détriment des activités éducatives. Ils doivent, en tant qu'une communauté habitée par un esprit critique, une indépendance de l'esprit, une âme ainsi qu'un objectif commun, imprimer l'image de vitalité et de responsabilité devant servir de *carte de visite* de l'intelligentsia congolaise. C'est à juste titre que Ngoma Binda soutient qu'« une jeunesse sans science ni conscience morale solide est une bombe de destruction massive silencieusement

larguée sur des milliers de vies humaines (...) ». En termes de solution, il propose notamment « l'exigence de placer des personnalités de haute qualité scientifique et morale à la direction des institutions universitaires, et comme enseignants (...), l'exigence de faire régner la discipline la plus rigoureuse et appliquer la sanction (...), et la nécessité d'enseigner les sciences morales formatrices de la conscience humaine » (2014, p.623). Évidemment, sachant qu'un minimum de bien-être est nécessaire pour la pratique de la vertu, à ces propositions, l'auteur précité ajoute non sans raison qu'il conviendra d'offrir « des salaires et des conditions de vie enviables » (E.P. Ngoma Binda, 2014, p.623), contre la rémunération actuelle encore dérisoire. A cela s'ajoute la nécessité - pour éviter d'être la proie facile des politiques -, de restaurer le système d'octroi de bourses d'études, ainsi que la création de l'emploi, pour éviter d'avoir affaire à de jeunes étudiants aigris par leurs conditions de vie, et sans espoir d'embauche même après leurs études. Au comble de tout, il leur semble que le diplôme dont on leur dit que c'est la clé de la vie semble ne plus correspondre à aucun cadenas de la vie professionnelle, déjà, elle-même, rongée par le népotisme.

C'est dans cet environnement ainsi redoré que la société étudiante deviendrait porteuse d'éclat de l'université à l'échelle cognitive et éthique en vue d'accomplir la destinée du pays, « si l'on veut agir dans l'ordre mondial actuel comme sujet responsable. C'est-à-dire comme un citoyen capable de changer les choses, un agent actif en mesure de s'affirmer dans sa communauté historique et sociale tout en pesant sur la marche de l'histoire et les leviers du temps » (Kä Mana, 2018, p. 12). Bien plus, elle deviendrait une référence de création d'imaginaires de grandeur et de profondeur, du changement innovant, une ressource vive à l'accomplissement glorieux de la destinée du Congo. Surtout que, c'est encore elle la pépinière des Présidents des Républiques, des Ministres, des Chefs de Gouvernements, des Députés, des Gouverneurs de Provinces, des Administrateurs, des Professeurs d'université, des Magistrats et autres cadres de transformation des sociétés. Si ce corps social persiste dans la ruine de sa conscience et de sa raison, il demeurera une charrue, dont le soc tranchant serait aux commandes des politiques manipulateurs et véreux. Ces derniers le manipuleraient à leur guise, car ils en détiendraient les manettes de *réglage et de*

direction. Elle deviendrait aussi une caisse de résonance des volontés, ambitions et initiatives des politiciens à des fins narcissiques.

C'est donc avec une élite étudiante responsable, éclairée, instruite et vouée aux valeurs éthiques qu'il est possible de faire entrer fièrement le Congo dans la grande destinée géopolitique mondiale. Cette destinée, fondée sur l'utopie de grandeur et de puissance éthique, éducative, politique, économique, sociale et technologique, marquerait sans doute une rupture avec le statut d'une communauté réputée en hibernation de la conscience et de la raison, d'une communauté girouette, défectueuse, en perte de repères de responsabilité ou à la solde des volontés, ambitions et initiatives des politiques. Ce n'est pas une question d'espoir et de rêves stériles, obscurs et sans issue, de paroles creuses et flatteuses, mais d'une intime et profonde conviction, d'un engagement vivant, conscient et éclairé pour éclairer un nouveau et *prodigieux progrès de la vie* des sociétés dans tous leurs moindres détails.

Les autorités académiques devraient, elles aussi, jouer le rôle de *poisson-pilote*, à côté de la société étudiante afin de guider celle-ci, de l'orienter vers les valeurs souvent connues mais tues. Il s'agit des *valeurs de perfection humaine* vers lesquelles il faut tendre, sur les plans cognitif, éthique et spirituel. En effet, l'accomplissement de la destinée du Congo ne se fera guère en *pilote automatique*, mais par la transposition de nos intelligences, de nos génies transformateurs, de nos potentiels créatifs, de nos initiatives de changement en équilibre avec des actions concrètes et fécondes de la remontée humaine. A cet effet, les autorités académiques devraient, – en fonction du principe d'exemplarité –, veiller sur elle, afin qu'elle soit orientée vers les vertus, règles et valeurs, face à l'aimantation politicienne, dont elle est le théâtre aujourd'hui. C'est la responsabilité de ceux qui détiennent les manettes de sa gouvernance, principalement les Recteurs et les membres des Comités de gestion. Dans cette optique, la Commission permanente des études a responsabilisé les Comités de gestion des Établissements de veiller à ce que les membres de leur communauté universitaire respective (autorités académiques, personnel académique et scientifique, personnel administratif et technique, étudiants) s'interdisent de tout propos ou de tout acte de nature à promouvoir une compétition politique et à provoquer ainsi des tensions et des troubles en leur sein. Ils s'abstiennent à effectuer les marches, à afficher des

banderoles ou panneaux publicitaires à caractère politique ou partisan sur le campus ; d'interdire l'implantation des comités ou cellules des partis politiques dans leur Établissement ; d'interdire la tenue des activités ou réunions politiques dans les locaux, les bâtiments ou les résidences universitaires (cf. CPE, 2010, p.218).

Cependant, une question mérite bien d'être posée, celle de savoir comment les gouvernants de l'université peuvent-ils garder celle-ci dans la conscience de l'apolitisme alors qu'eux-mêmes sont sujet et objet de la politisation ? Cette « entrée de la politique dans l'université ainsi que le contrôle de l'université par la politique » est à la base de la « politisation des contestations et manifestations estudiantines et professionnelles » (J. Otemikongo Mandefu Yahisule, 2019, p.178), entraînant le marasme ayant atteint toutes les strates de l'université, du haut en bas. En effet, la politisation fait la loi dans la société étudiante ; dans le corps du personnel administratif, technique et ouvrier ; dans la communauté du personnel scientifique ainsi que dans la corporation du personnel académique et ; plus fort encore, dans le cercle des gouvernants de l'université. Leur nomination est souvent fonction d'allégeances politiques, du fanatisme idéologique ou de la pesanteur identitaire ; d'où la politisation verticale de l'université. Pour pallier ce marasme, le pouvoir public a pris la responsabilité d'immuniser l'université des pesanteurs politiques et identitaires, par la promulgation en février 2014 de la Loi-cadre de l'enseignement national, dont l'article 153 prévoit l'élection du Recteur et du Directeur général des Établissements publics par leurs pairs. Hélas, des hésitations quant à l'application de cette disposition garde encore l'université congolaise sous les décombres de la politisation qui n'en fait pas bonne presse.

L'esprit critique en est une autre valeur fondamentale. Celui-ci repose sur l'examen de la valeur logique d'une offre politicienne et sur la réponse réfléchie à y réserver. Il permet sa remise en question en vue du mûrissage des étudiants et d'assurage de leurs responsabilités face à des tentatives de leur aliénation qui aurait longtemps le parfum de regret. Mais hélas, quelques politiciens ont pris au dépourvu les étudiants, et en ont fait le *soc tranchant* de leurs ambitions politiques. Ainsi, dans les universités et instituts supérieurs congolais, la fréquence de troubles, du désordre et de saccages est décriée,

mais les auteurs matériels ainsi qu'intellectuels restent rarement inquiétés. Et quand la décision appropriée est prise à leur encontre, le politique s'interpose, et pousse les autorités académiques à se dédire. N'est-ce pas la décomposition et la dénaturation de l'université comme espace du savoir et de socialisation des individus !

Le pouvoir public, mieux le gouvernement, quant à lui, devrait se nourrir d'une vision extrêmement performante, à l'exemple de l'aigle, pour voir dans la ruine de la conscience et de la raison des étudiants, un danger nocif et dévastateur de son présent et avenir. Parce qu'il est le garant de la remontée sociale, il devra ratisser la société étudiante des images dégradées et l'arrimer aux standards des exigences de raisonnable et de responsabilité. On n'en dira jamais assez, les jeunes sont le présent du pays et une passerelle entre le présent et l'avenir. Leur concours est une nécessité pour le changement progressiste et sa durabilité. Mais de quels jeunes, s'agit-il ? En tout cas, pas d'*intellectuels velléitaires* ; de jeunes non éclairés et sans lumière ; de jeunes dépourvus de vision et de morale de rigueur ; de jeunes en manque d'idéal. Mais bien des jeunes conscients d'être le présent du pays, et dotés de valeurs de l'esprit et de l'intelligence. Pour autant qu'ils « constituent incontestablement un groupe d'âge décisif, capable de raisonner et d'agir avec maturité » (J. Noemie, 2007, p.19), les jeunes sont, alors, capables de décisions autonomes et progressistes, et peuvent adhérer au contrat de résilience d'aimantation politicienne. Ils reflètent ainsi la lumière pour le changement sociétal, à l'image de la lune qui reçoit l'éclairage du soleil et éclaire à son tour la terre. Ils prennent des décisions autonomes pour ne pas ruiner leur présent et avenir, et celui du pays ; car les mauvaises décisions sont susceptibles de fausser devant l'histoire leur statut d'acteur du changement. C'est-à-dire des artisans d'une communauté éclairée pour éclairer le layon du progrès social.

Péroraison

Dans un univers où la société étudiante fait régulièrement l'objet de la profanation par les usages politiques, qui en arrivent à des actes de violence et de désordre, il est inespéré de rester à l'attente du développement social et sa durabilité. La déflouraison provoquée par cette intrusion du politique à l'université est susceptible de conséquences néfastes et infinies sur la vie de la nation, qu'on ne saurait facilement

résoudre à court, moyen et à long termes. Toutefois, les étudiants restent des partenaires incontournables du développement social durable. De ce point de vue, ils sont invités, dès maintenant, à se réconcilier avec les valeurs de l'esprit et de l'intelligence en vue d'être le présent du pays. C'est une nécessité pour bloquer la politisation des milieux universitaires par des politiciens, qui se nourrissent de la naïveté des étudiants. Il en est aussi de l'indépendance des Présidents des universités, si l'on veut totalement libérer l'Université de l'emprise politicienne.

Bien plus, dans le contexte congolais de la porosité des frontières entre les milieux universitaires, la cité et l'activisme politique, exiger la pleine participation politique des étudiants ne peut aucunement cautionner la profanation politique du cadre d'action pédagogique. C'est tout simplement une exigence citoyenne qui ne peut guère violer l'immunité politique de l'espace universitaire si et seulement si les bornes sont bien posées, connues et respectées. Les étudiants, dont les qualités ascétiques ont disparu au fond de la mesure, devront *ipso facto* s'engager à abandonner l'accoutumance à la culture du chaos. Car, par imputation, la société étudiante est considérée comme une pépinière des compétences diversifiées, dont notre société a besoin pour son maintien structurel et son progrès. Elle constitue donc à la fois un facteur de renouvellement des élites, de rajeunissement des structures de la société et un levier permettant de préparer l'alternance dans différents domaines de la vie sociétale.

Bibliographie

- BOMPOLONGA Jean- René. 2011. « Assassinats des étudiants à l'Unikin : Mashako découvre "une main noire" ». *Le Phare*, (En ligne), consulté le 15 juin 2019, disponible sur <https://www.lephareonline.net/assassinats-des-etudiants-a-lunikin-mashako-decouvre-une-main-noire/>
- BONGELI Yeikelo Ya Ato Émile. 2015. *Éducation en République Démocratique du Congo. Fabrique de cerveaux inutiles ?* Paris, L'Harmattan.
- CLAPAREDE Edouard. 1940. *Morale et Politique ou Les vacances de la Probité*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière.

- COMMISSION PERMANENTE DES ETUDES. 2010. *Vade-Mecum du gestionnaire d'une institution d'enseignement supérieur et universitaire*, Kinshasa, éditions de la CPE.
- EKOMO Camille et NDIBNU-MESSINA Ethé Julia (Eds). 2015. *Violences dans les institutions Universitaires. Représentations et régulations*, Paris, Edilivre.
- GOURISSE Benjamin. 2011. « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1971-1980) », *Critique internationale*, Volume 1, n° 50.
- HALLOWEL John. 1977. *Les fondements de la démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons.
- Kä MANA et MULUMBA Kabuayi. 2018. *L'Afrique et l'ordre néolibéral planétaire. Ruptures et révolutions*, Goma, Pole Institute.
- Kä MANA. 2015. *Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo. Féconder l'émergence des nouveaux universitaires congolais*, Goma, Pole Institute.
- KHALED Karim. 2017. « De la violence à l'université à la violence de l'université », (En ligne), consulté le 14 mai 2019, disponible sur <http://univenseignants.canalblog.com/archives/2017/07/05/35449783.html>
- LE MAZIER Julie. 2018. « La lutte politique des étudiants », *La Vie des idées*, (En ligne), consulté le 20 avril 2019, disponible sur URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-lutte-politique-des-etudiants.html>
- McNAY Ian. 2007. « Valeurs, principes et intégrité : normes universitaires et professionnelles dans l'enseignement supérieur au Royaume-Uni », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Volume 19, N° 3, Éditions de l'OCDE.
- MUMPASI Lututala Bernard. 2012. « L'Université de Kinshasa : « colline du savoir », colline des transactions », *JHEA/RESA*, Vol. 10, N° 1.
- NGOMA Binda Elie Pamphile. Septembre 2014. « Petit éloge de l'éducation universitaire », *Congo-Afrique*, N° 487.
- NOEMIE Jardin. 2007. « Mouvements de jeunesse : quels apports pour la société ? », Dans *Pensée plurielle*, N° 14.
- OTEMIKONGO Mandefu Yahisule Jean. 2019. *La gouvernance universitaire au Congo-Kinshasa : Modèles et chantiers d'avenir*, Paris, L'Harmattan.
- SKÚLASON Páll. 2009. « L'Université et l'éthique de la connaissance », *Philosophia Scientiæ* [En ligne], consulté le 12 juin 2019, URL : <http://journals.openedition.org/philosophiascientiae/81> ; DOI : 10.4000/philosophiascientiae.81